

Organisation de la Conférence de l'UA à Niamey en 2019

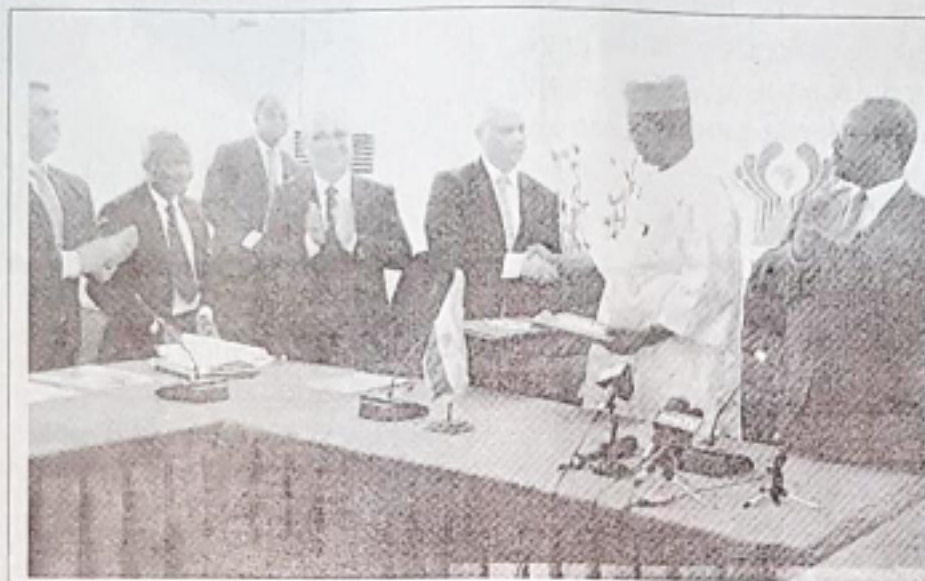
L'Agence UA Niger 2019 mouille le maillot

Pour la réussite de la 33ème Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine que Niamey va accueillir en 2019, l'Agence UA Niger 2019, à qui est confiée l'organisation, semble prendre à bras le corps sa mission. En effet, la journée d'hier mardi 6 mars 2018 n'a pas été de tout repos pour ses responsables, accompagnés pour la circonstance d'un grand "cartel" de journalistes : après des visites de terrain, un accord de convention pour la rénovation de l'aéroport international de Niamey a été signé entre l'Etat du Niger, représenté par le Ministre en charge des Transports, M. Karidjo Mahamadou, et le Président de la société SUMMA, M. Selim Bora.

La cérémonie de signature a eu lieu dans la Salle de Banquet de la Primature en présence notamment du Ministre en charge des Finances, celui du Domaine et de l'Habitat, le Directeur Général de l'Agence Nationale pour l'organisation de la Conférence de l'Union Africaine (Agence UA Niger 2019), le Ministre-Conseiller à la Présidence de la République Mohamed Saïdil Moctar, et plusieurs autres personnalités.

S'inscrivant dans le cadre des projets phares exécutés en prélude à la 33ème Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine que Niamey, la capitale du Niger va accueillir en 2019, cette convention qui permettra la mise en œuvre du projet de modernisation de l'aéroport international Diori Hamani de Niamey est l'aboutissement d'un long processus de négociations, a dit le Ministre Karidjo,

qui précise que les travaux, sous forme de partenariat public-privé, seront exécutés dans un délai de 18 mois.



Echange de documents de la Convention lors de sa signature

Ils permettront la rénovation complète

de cet aéroport, le seul de la capitale nigérienne, afin de le mettre aux standards internationaux du moment. L'objectif, a dit le Ministre des Transports, est qu'à l'horizon 2019, cet aéroport soit capable d'accueillir les hôtes de marque de la 33ème Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine. Pour sa part, le Président de SUMMA, une société turque spécialisée dans ce domaine, après avoir dit ses remerciements aux autorités nigériennes pour la confiance pla-

2019), le Directeur Général de cette Agence, le Ministre-Conseiller à la Présidence de la République, M. Mohamed Saïdil Moctar et ses principaux collaborateurs ont, en compagnie du Ministre en charge du Tourisme, M. Ahmed Boto, fait découvrir aux journalistes les chantiers de construction de l'Hôtel Bravia Niamey du Groupe Royal Continental, et ceux des Cités 1 et 2 de l'Union Africaine.

Si le chantier de l'hôtel Bravia Niamey (un hôtel 5 étoiles dans un immeuble à 9 niveaux et sous-sol situé au quartier Plateau) est à plus de 90% en termes de "gros œuvres", ceux des Cités 1 et 2 de l'Union Africaine (une soixantaine de villas haut standing sur la Corniche Yantala) sont au stade de terrassement des sites. Ces chantiers, note-t-on, sont prévus pour finir à temps et ainsi contribuer significativement à l'amélioration de l'offre d'hébergement de Niamey.

A l'issue de cette visite, la première d'une série, le Ministre Ahmed Boto s'est réjoui de l'avancement des travaux, avant d'appeler les responsables des autres chantiers prévus dans le cadre de l'organisation de cette conférence, à accélérer la finition des travaux. Quant au Directeur Général de l'Agence UA Niger 2019, après avoir expliqué aux journalistes que son Institution a voulu privilégier le partenariat privé au regard de la situation économique du pays, il a lancé un appel à la mobilisation de tous les Nigériens autour de ce grand événement panafricain.

C'est lors de la 25ème Session des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine, rappelle-t-on, que le Niger a été choisi pour abriter la 33èmesession en 2019. Et c'est pour une meilleure organisation de l'évènement que l'Agence UA Niger 2019 a été créée.

Mahaman Sabi
(Source : ANP)

Mise en demeure

Le président du Conseil Supérieur de la Communication (CSC),
au Directeur de Publication du quotidien Le Matinal

Monsieur, les membres du Conseil Supérieur de la Communication (CSC) ont, au cours de leur session tenue du 26 février au 2 mars 2018, examiné le rapport de votre audition dressé par les membres du Conseil de Presse, relativement à la plainte de M. Issaka Assoumane contre votre journal qui l'a traité de «délinquant économique» dans un article paru dans le numéro 126 du 17 janvier 2018.

A l'issue de cet examen, les membres du Conseil Supérieur de la Communication ont constaté que vous avez-vous-même, reconnu que l'article intitulé : «lutte contre la corruption : salue temps pour les délinquants économiques» a violé les dispositions des articles 2, 4 et 10 de la charte des journalistes professionnels du Niger qui disposent :

Article 2 : le journaliste doit s'assurer de la véracité des faits qu'il doit rapporter sans altération ;
Article 4 : le journaliste s'interdit le plagiat, la calomnie, la diffamation et les accusations sans fondement ;
Article 10 : une information susceptible de jeter le discrédit sur une personne et de l'exposer au mépris ou à la haine, ne doit être publiée qu'en fonction de son intérêt public et de son importance dans la vie collective.
Ainsi, le Conseil Supérieur de la Communication, conformément à sa mission de veiller au respect de la déontologie en matière d'information et de communication, et en application des dispositions de l'article 18 de la loi 2012-34 du 07 juin 2012, portant composition, attributions, organisation et fonctionnement du Conseil Supérieur de la Communication vous met en demeure de cesser de tels agissements contraire à la Charte des Journalistes professionnels du Niger.

Faute de quoi, le CSC sera dans l'obligation de prendre à l'encontre de votre organe l'une des sanctions suivantes prévues à l'article 21 de la loi n° 2012-34 du 07 juin 2012 portant composition, attributions, organisation et fonctionnement du Conseil Supérieur de la Communication.

- L'avertissement écrit ;
- L'amende ;
- L'interdiction de parution pour une durée de un (1) à trois (3) mois ;
- L'interdiction de parution pour une durée supérieure à trois (3) mois et n'excédant pas un an ;
- L'interdiction définitive de parution.

La présente lettre constitue une mise en demeure que vous avez l'obligation de publier dans votre prochaine parution, conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi 2012-34 du 07 juin 2012 portant composition, attributions, organisation et fonctionnement du Conseil Supérieur de la Communication.

cée en sa société, a souligné que cette dernière est présente depuis 2010 en Afrique, où elle a fait ses preuves au Sénégal, au Rwanda et au Congo-Brazzaville.

Aussi et parce qu'il y a urgence au Niger, M. Selim Bora a promis que son équipe mettra tout en œuvre pour exécuter le contrat dans le délai.

Mais avant cette cérémonie de signature, des visites de terrain ont été conduites dans la matinée au niveau de certains sites devant accueillir les participants à la 33ème Conférence au sommet de l'Union Africaine. A l'initiative de l'Agence Nationale pour l'Organisation de la 33ème Conférence de l'Union Africaine (Agence UA Niger



S.N.H.S



Société Nigérienne d'Hygiène et de Sécurité

Nif : 26234 RCCM-NI-NIA-2016-B-626/CNSS : 626049

BP : 893 Niamey Niger

Tel : 93 62 69 13 / 97 12 83 83

**Siège : 5ème Virage à droite
derrière AKAKOS
Quartier AEROPORT**